CONSEIL COMMUNAL D'EPALINGES

PROCES-VERBAL

**Séance du 23 février 2010
à la Maison de Commune**

Présidence: M. Erich DÜRST

Membres présents :	67
Membres absents excusés	11
Membres non excusés :	<u> </u>
Effectif total :	78

Absents excusés: Mmes Graziella AIELLO, Corinne CUPERLY, Chantal KUNZ, Nadereh NASSIRI-ANSARI, Mary PITTET, Marie-Aimée SPERTINI, MM. Jean-Marc BAATARD, Otto LOOSLI, Claude MATTER, Corrado RAMETTA, Philippe VERSEL.

La séance débute à 20 h. 15. M. Erich DÜRST, Président, souhaite la bienvenue à tous les membres du Conseil communal et à la Municipalité.

La presse n'est pas représentée.

L'appel est effectué par la secrétaire.

Le Président déclare ensuite la séance ouverte, le quorum étant atteint.

COMMUNICATIONS DU PRESIDENT

- Les 29 décembre 2009 et 2 février 2010, M. le Président a rencontré cinq nonagénaires.
Il s'agit de Mesdames Anne-Marie GABERELL et Narcisse BORCARD et de MM. Willy BÜCHLI, André FAILLETTAZ et Ernest PORTNER. Quelques événements marquants de leur riche vie sont relatés dans le journal d'Epalinges. Il tient à apporter deux compléments d'information. Il a promis à M. BÜCHLI de transmettre à la Municipalité son souhait que le chemin de la Pécholettaz, où il habite, soit déneigé par la commune...promesse tenue. Début février, il a reçu une carte de remerciements de Mme Gaberell, accompagnée d'un billet de 20 francs, somme qu'il a reversée à la Bourse communale.
- M. le Président donne lecture de la lettre de démission du 4 janvier de M. Mustafa BEN YEDDER, qui avait été élu au Conseil communal le 1^{er} septembre 2003. Au

cours de ses mandats successifs, il a été suppléant à la commission de gestion en 2005 et commissaire de gestion en 2007 et 2008.

- Le 8 janvier, décès de M. Laurent BATHILDE. Né le 6 juillet 1968, il habitait avec son épouse et ses deux enfants au chemin du Moulin 12. Il était entré au Conseil communal de 16 décembre 2008 et faisait partie du groupe Hors Parti.
M. Erich DÜRST s'est rendu aux obsèques le 15 janvier. Pour honorer la mémoire de notre défunt collègue, une minute de silence est respectée par l'assemblée.
- En date du 15 janvier, M. le Président a reçu, de la part de la Préfecture, des précisions concernant le remplacement d'un conseiller en cours de législature :

« Lorsque, dans une commune élisant son conseil communal à la proportionnelle, une liste n'a plus de viennent-ensuite et que survient une démission, le bureau électoral communal doit fixer un délai de 5 semaines à la liste en question pour présenter un candidat éligible (ayant le droit de vote dans la commune). Au moins six des parrains qui avaient présenté la liste aux élections communales de 2006 doivent soutenir cette candidature. Le bureau électoral communal doit alors constater l'élection de cette personne et l'afficher au pilier public. Un délai de recours de trois jours dès l'affichage s'applique. Passé le délai, la personne peut être assermentée et siéger. Si la liste ne peut présenter aucun candidat à l'issue des cinq semaines, une élection par le peuple doit être organisée.

Il s'agit des dispositions de la loi sur l'exercice des droits politiques.

Après en avoir débattu au sein du bureau, et constatant le caractère obligatoire de ce qui précède, un délai au 26 février a été fixé aux deux groupes, à savoir le parti socialiste et le groupe Hors Parti qui avaient une vacance, les deux listes ne comptant plus de viennent-ensuite.

- Début février 2010, M. le Président a reçu le rapport annuel de la Bibliothèque des jeunes d'Epalinges, document qui donne une belle image de cette dynamique institution palinzarde.
- Le 18 février, il a assisté à l'accueil des nouveaux habitants et à la remise des mérites sportifs. M. Maxime RITTENER, ainsi qu'une équipe féminine d'athlétisme scolaire ont été récompensés pour des réussites remarquables au niveau national, dans leurs disciplines respectives.
- M. le Président adresse alors quelques paroles au sujet de Mme Susanne DUMONT, secrétaire démissionnaire pour la fin du mois de mars, et qui officie donc pour la dernière fois dans cette importante fonction qui est la sienne.

« Madame Dumont a été secrétaire-suppléante de mars 1998 à décembre 2001 et elle est devenue secrétaire le 2 janvier 2002. Cela fait donc presque 12 ans qu'elle s'investit au sein du bureau et à côté du Président ou de la Présidente pour le bon fonctionnement de notre Conseil. Au cours de toutes ces années, elle a rédigé des centaines de pages de procès-verbaux, elle a comptabilisé des centaines de milliers de voix lors des scrutins populaires, elle a assisté à des dizaines et des dizaines de séances, et elle a surtout eu à supporter une douzaine de présidents et présidentes. Il faut croire que le dernier de la liste était de trop....ce que nous ne pouvons que regretter. Je tiens à rendre hommage à l'extraordinaire patience de Susanne Dumont, à sa grande rigueur dans l'accomplissement de ses tâches, à son expérience et son professionnalisme, mais surtout à sa très grande gentillesse qui ont fait qu'il a été un réel plaisir de travailler avec elle. Pour la remercier, je lui remets, au nom du Conseil communal, ce bouquet de fleurs ».

Applaudissements de l'assemblée et remerciements de Susanne Dumont.

Le Président prie le groupe Hors Parti de désigner un scrutateur, en remplacement de M. Corrado RAMETTA, excusé.

Mme Valérie CROT présente M. Jean-Luc MAGNENAT.

M. le Président aborde ensuite l'ordre du jour et annonce une modification au point 2 :
Il n'y aura qu'un seul nouveau conseiller communal à assermenter.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA DERNIERE SEANCE

Aucune remarque n'étant faite, le procès-verbal de la séance du 15 décembre 2009, **est accepté à l'unanimité**, avec remerciements à Mme Françoise AUBERT, secrétaire-suppléante.

2. ASSERMENTATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER COMMUNAL

Suite au décès de M. Laurent BATHILDE le parti radical a présenté la candidature de M. Anton EPP.

Il est invité à se présenter devant l'assemblée. M. le Président lit la promesse et lui souhaite la bienvenue au Conseil communal, sous les applaudissements de l'assemblée.

3. ELECTION D'UN MEMBRE SUPPLEANT A LA COMMISSION DES FINANCES (en remplacement de M. A. Narbel.

Au nom de l'UDC, M. André NARBEL présente la candidature de Mme Nadereh NASSIRI-Ansari.

Il n'y a pas d'autre proposition, cette candidate est donc élue tacitement.

4. ELECTION DE LA COMMISSION DE GESTION 2010.

- Au nom du groupe Hors Parti, M. Ernest CORBAZ présente la candidature de MM. Jean-Luc MAGNENAT et Marc-Henri ROSSIER.

- Au nom du parti radical, en remplacement de M. Claude MATTER, M. Denis BETTEMS présente les candidatures de Mme Florence KÄSLIN et M. Alain MONOD.

- Au nom du groupe des Verts, M. Maurice MISCHLER présente la candidature de M. Enea REZZONICO.

- Au nom du groupe socialiste, M. Bernard KRATTINGER présente la candidature de MM. Mazyar YOSEFI et Ali YAHIAOUI.

- Au nom du parti libéral, M. Christian TERRIER présente la candidature de M. Philippe CORDONIER.

- Au nom du groupe UDC, M. André NARBEL présente la candidature de M. Yann GLAYRE.

Il n'y a pas d'autres propositions et selon le règlement, le nombre de candidats étant égal au nombre de sièges à pourvoir, M. le Président les déclare élus tacitement.

Election des suppléants à la commission de gestion 2010

- Au nom du groupe Hors Parti, M. Ernest CORBAZ présente la candidature de M. Michel PERRET.
- Au nom du groupe des Verts, M. Maurice MISCHLER présente la candidature de Mme Mary PITTET.
- Au nom du groupe socialiste, M. Bernard KRATTINGER présente la candidature de M. Angelo MARZOLI.
- Au nom du parti radical, M. Denis BETTEMS présente la candidature de M. Michel PETER-CONTESSÉ.
- Au nom du groupe libéral, M. Christian TERRIER présente la candidature de M. Patrick ASSAL.
- Au nom du groupe UDC M. André NARBEL présente la candidature de M. Martin CHEVALLAZ.

Il n'y a pas d'autres propositions et selon le règlement, le nombre de candidats étant égal au nombre de sièges à pourvoir, M. le Président les déclare élus tacitement.

5. ACQUISITION D'UN BROYEUR A BRANCHES POUR LES SERVICES COMMUNAUX DES TRAVAUX ET FORETS – DEMANDE D'UN CREDIT D'ACHAT.

Préavis N° 1 2010

La parole est donnée à M. Bernard KRATTINGER, président rapporteur de la commission des finances, qui lit son rapport (au dossier). M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission des finances pour leur travail.

La parole est donnée à M. Michel PERRET, président rapporteur, en remplacement de M. Jean-Luc MAGNENAT. Il lit son rapport (au dossier).

M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- M. Yvan TARDY apporte quelques précisions au sujet de la TVA. Les dicastères des travaux et des forêts ne sont pas assujettis à la TVA. Celle-ci n'est donc pas récupérable. Toutefois, légalement, il est obligatoire de mentionner le prix de la TVA lors de l'établissement d'un préavis, car le fournisseur facture la TVA.
- M. Daniel CHRISTEN informe que, selon le vœu de la commission, la Municipalité mettra le broyeur à disposition de la population deux fois par année. Ceci à titre d'essai.

Personne ne demandant la parole, la discussion est close et M. le Président passe au vote. A mains levées, le **préavis municipal N° 1/2010 est accepté à une très large majorité.** (1 abstention et quelques voix contraires).

6. ACQUISITION D'UN VEHICULE ARTICULE POUR LE SERVICE COMMUNAL DES TRAVAUX – DEMANDE D'UN CREDIT D'ACHAT.

Préavis municipal N° 2 2010

La parole est donnée à M. Bernard KRATTINGER, président rapporteur de la commission des finances, qui lit son rapport (au dossier). M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission des finances pour leur travail.

La parole est donnée à M. Michel PERRET, président rapporteur, en remplacement de M. Jean-Luc MAGNENAT. Il lit son rapport (au dossier).

M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- M. Daniel CHRISTEN souhaite enlever toute ambiguïté, en page 1 du préavis, il convient de rectifier la phrase suivante : En hiver, ce véhicule sera équipé d'une lame à neige, par « pourrait » être équipé d'une lame à neige. La vente d'une grosse lame permettra d'acheter cette petite lame, afin d'équiper ce véhicule.
- M. Gérard DEMIERRE demande s'il s'agit de la lame et de la saleuse.
- M. Daniel CHRISTEN précise qu'il ne parlait que de la lame.

Personne ne demandant la parole, la discussion est close et M. le Président passe au vote. A mains levées, **le préavis municipal N° 2/2010 est accepté à une très large majorité.** (2 abstentions et une voix contraire).

7. MISE A DISPOSITION DE LA POLICE MUNICIPALE DE RESSOURCES DE TELECOMMUNICATION SUR LE RESEAU RADIO SUISSE DE SECURITE POLYCOM – DEMANDE D'UN CREDIT D'ACHAT.

Préavis municipal N° 3/2010

En préambule, M. le Président revient brièvement sur le fait que la commission ad hoc s'est réunie moins d'une semaine avant la séance d'aujourd'hui et donc après les séances préparatoires des groupes qui ont traditionnellement lieu le mardi précédant la séance du Conseil. Certains conseillers se sont plaints de ce fait. Le bureau estime qu'il est préférable que les commissions ad hoc siègent plus tôt. Il est toutefois conscient que le délai entre la communication du préavis par la Municipalité et la séance du Conseil est parfois court, notamment avec une semaine de vacances scolaires entre les deux. Quoiqu'il en soit, toutes les dispositions du règlement ayant été respectées, nous pouvons ce soir valablement délibérer. Cette remarque concerne également le point 9 de l'ordre du jour.

La parole est donnée à M. Bernard KRATTINGER, président rapporteur de la commission des finances, qui lit son rapport (au dossier). M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission des finances pour leur travail.

La parole est donnée à M. Bernard FAUCHERRE, en remplacement de Mme Chantal KUNZ, présidente rapportrice. Il lit le rapport de la commission (au dossier).

M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- M. Gilles COTTON pose la question de savoir en quoi il est indispensable que chaque agent possède sa radio personnelle.
- M. René VUILLEUMIER précise que chaque agent en a l'utilité. Par ailleurs, chacun étant responsable personnellement de sa radio, l'expérience montre que le matériel reste en bon état et qu'il n'y a que très peu de réparations.
- M. Gilles COTTON demande ce qu'il adviendra des anciennes radios.
- M. René VUILLEUMIER répond qu'on peut essayer de les revendre, mais certainement sans grand succès, car les radios utilisées quelques années ne présentent que peu de valeur.

Personne ne demandant la parole, la discussion est close. M. le Président passe au vote. A mains levées, **le préavis municipal N° 3/2010 est accepté à l'unanimité.**

8. AMENAGEMENT D'UNE INSTALLATION SOLAIRE THERMIQUE AU CHALET « L'ESPERANCE » A LEYSIN – DEMANDE D'UN CREDIT DE CONSTRUCTION.

Préavis municipal N° 4/2010

La parole est donnée à M. Bernard KRATTINGER, président rapporteur de la commission des finances, qui lit son rapport (au dossier). M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission des finances pour leur travail.

La parole est donnée à M. Georges ROSSET, président rapporteur de cette même commission, qui lit son rapport (au dossier).

M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- M. Jean-Claude SHEPPARD mentionne que le rapport de cette commission aurait dû être adressé également à la Municipalité, et non seulement au Conseil.
- M. Georges ROSSET informe qu'il l'a transmis par internet.
- M. Jean-Claude SHEPPARD répond que ce document n'est pas arrivé. Il fait ensuite un exposé sur ce projet d'installation du solaire thermique, qui fait l'objet de réflexions importantes.

Lors de l'exposé de l'ingénieur physicien à la commission ad hoc, celui-ci a fait une comparaison de l'effet du solaire thermique entre le chalet de l'Espérance situé à Leysin et le même chalet situé à Lausanne.

Ses conclusions sont les suivantes :

A Leysin, au printemps et en été, 74 % de l'énergie solaire pour 48 % de chauffage.

A Lausanne, au printemps et en été, 82 % de l'énergie solaire pour 35 % de chauffage.

Pratiquement un rendement double à Leysin. Ces chiffres montrent qu'il est beaucoup plus avantageux d'installer des panneaux solaires en montagne plutôt qu'en plaine. Leysin a toujours été connu pour avoir un ensoleillement particulier, vu le nombre de sanatoriums construits à l'époque.

Un des commissaires a fait remarquer à juste titre qu'il fallait isoler le bâtiment. Au moment de la séance de commission, le CECB (certificat énergétique cantonal des bâtiments) n'était pas encore parvenu à la Municipalité.

Dès 2001, la commission du chalet s'était déjà préoccupée du problème de l'isolation. En 2002, puis les années suivantes, toutes les fenêtres ont été remplacées, en quatre étapes, par des fenêtres bois-métal très bien isolées.

M. Jean-Claude SCHEPPARD estime que proposer une installation solaire thermique pour diminuer dans un premier temps la consommation de mazout est valable, pour autant qu'il y ait un programme pour une meilleure isolation du bâtiment ultérieurement.

- M. Philippe SCHMIED fait un bref historique :

« Le Chalet de l'Espérance a été construit en 1912, la Commune d'Epalinges en a fait l'acquisition en 1972 pour environ chf. 500'000.--. M. Paul COLLET, syndic de l'époque, estimait que cet achat permettrait aux enfants de profiter du grand air, et de faire du sport dans des camps à la montagne.

Pour cette raison, jusqu'en 1982, le poste comptable pour les frais d'entretien était inclus dans le poste « écoles », sous la rubrique « camps scolaires et colonies » et variait entre chf. 30'000.-- et chf. 60'000.--.

Après 1982, le plan comptable a été changé, et les coûts du chalet de l'Espérance figurent dans la rubrique « bâtiments ». A cette époque, le salaire de Mme Monika STANGL (retraîtée en 1997) était compris.

Depuis cette date, les frais ont augmenté passablement pour atteindre plus de chf. 100'000.-- chaque année.

En 2008 les charges étaient de chf. 163'000.--, en 2009 le budget prévoyait une dépense de chf. 186'000.--, et en 2010 de chf. 160'000.--.

Il est intéressant de signaler que dans ces sommes, chf. 80'000.--, soit presque la moitié, est attribuée pour le salaire de l'intendant, qui travaille également comme cuisinier des camps scolaires, alors que l'imputation interne pour la location du chalet par les écoles est seulement de chf. 34'000.--. Les autres utilisateurs versent chf. 10'000.-- pour les locations.

En conclusion, étant donné

- que l'histoire montre que nous ne pouvons pas parler de retour sur investissement pour cet immeuble
- que le préavis répond à la demande formulée par les écoles,
- qu'en tous les cas sa réalisation permettra des économies de consommation de mazout,
- qu'en reportant cette réalisation pour des études on ne fait que consommer un ou deux ans de plus,

je vous invite, pour le bien-être de vos enfants et petits-enfants, à accepter le préavis tel que présenté.»

- M. Bernard CHEVALLEY regrette qu'on n'ait pas parlé des subventions fédérales qui seront attribuées pour le solaire. Il se demande pourquoi la commune d'Epalinges ne profiterait pas de ces subventions. Il y aurait 70 m² de panneaux solaires subventionnés au prix de chf. 300.-- le m². Ce qui permettrait ainsi de déduire la somme de chf. 21'000.--. Le prix de l'installation est également subventionné sur le coût total de l'installation. Il estime que les économies permettraient d'amortir l'installation entre 15 ou 16 ans, sans compter la diminution du CO₂. En conséquence, il conseille d'accepter la proposition de la Municipalité.
- Mme Judith BOVAY informe que le groupe socialiste a reçu une information de M. Gérard ISOZ, ancien conseiller, faisant également partie de la commission du chalet de Leysin, qu'il n'est pas possible actuellement de rajouter un 2^{ème} boiler ou d'en installer un plus grand. Elle souhaite que la Municipalité confirme ces informations,

qui ne figurent pas dans le préavis et qui donnent un autre sens au problème des dépenses envisagées.

- M. Jean-Claude SHEPPARD indique que ce sujet n'a pas été abordé dans le préavis car en 2009 un accumulateur de chaleur avait été programmé, permettant d'installer un 2^{ème} boiler. Une entreprise spécialisée avait d'ailleurs mentionné qu'il y avait suffisamment de volume pour prévoir un 2^{ème} boiler.
- M. Félix SCHMIDT relève qu'il est d'accord sur l'utilité de panneaux solaires. Il n'est par contre pas d'accord sur la priorité choisie. Après la commission, il a reçu des informations d'une institutrice mentionnant que les radiateurs étaient beaucoup trop chauds la nuit, et qu'ils ne pouvaient pas être réglés. L'autre information reçue émane de la CECB mentionnant que le chalet l'Espérance figure sous la lettre « G » de l'échelle d'évaluation, ce qui est insuffisant. Il estime qu'il n'est pas prioritaire de faire ces travaux sur ce bâtiment qui est actuellement, selon lui, une « passoire énergétique ». Il demande de réfléchir à un concept d'assainissement global. Il suggère de dire non à ce projet et de demander à la Municipalité de revenir sur le sujet avec une vision plus globale du problème.
- M. Bernard CHEVALLEY est conscient que l'isolation doit être refaite, mais il estime que l'installation des panneaux solaires ne doit pas être retardée, par mesure d'économie d'une part, et sachant que les subventions fédérales ne seront pas éternelles d'autre part. Il estime que le coefficient n'est pas aussi mauvais que cela.
- M. Maurice MISCHLER abonde dans le sens de M. Bernard CHEVALLEY au sujet du coefficient énergétique « G ». Tous les bâtiments qui ont l'âge de ce chalet et dont l'enveloppe n'a pas été refaite sont en principe classés sous la lettre « G » de l'échelle d'évaluation. « Il ne faut pas avoir peur de ce coefficient ».
- M. Philippe CORDONIER souhaite apporter quelques précisions techniques en tant qu'ingénieur spécialisé dans l'énergie. Il estime que le rapport de la CECB n'est pas à prendre à la légère, car 26 litres au m² c'est, selon lui, catastrophique. La première chose à faire est de baisser la consommation d'énergie par l'isolation dans un premier temps, puis par le solaire dans un deuxième temps. Un bâtiment neuf aujourd'hui consomme environ 5 litres au m², soit cinq fois moins. Il trouve également le montant de l'offre trop élevé (chf. 125'000.--), car si l'on se réfère au site internet de Sébasol, l'offre pour une installation équivalente s'élèverait à chf. 90'000.--.
- M. Jean-Claude SHEPPARD est entièrement d'accord qu'il faut augmenter l'isolation de ce chalet. Mais il estime qu'il serait utile de poser les panneaux solaires avant, l'isolation prévue représentant des sommes considérables.
- M. Philippe SCHMIED relève que, si le chalet compte une surface habitable de 631 m², il en résulte une consommation d'environ 21 litres au m² et non de 26 litres.
- M. Félix SCHMIDT parle plutôt de 24 litres, et rappelle que ce bâtiment n'est pas utilisé toute l'année, contrairement au bâtiment cité en exemple par M. Philippe CORDONIER.
- M. Philippe CORDONIER se réfère au rapport de la CECB qui mentionne 265 kwh au m², ce qui fait bien 26 litres au m².
- M. Jérôme URIO souhaite que ce soir les conseillères et conseillers ne voteront pas par conviction politique mais par conviction énergétique. Il estime qu'il convient de travailler ensemble pour le gros projet d'isolation, mais que l'on peut déjà débiter avec le solaire pour l'eau chaude.
- M. Yvan TARDY confirme que la Municipalité a déjà une vue d'ensemble sur les améliorations à apporter à ce chalet. Il est évident qu'elle va poursuivre dans l'isolation, c'est même une certitude. Cela se fera par étapes car les montants sont

importants. Toutefois, cette installation solaire pour l'eau chaude devrait déjà débiter, car les études et les soumissions pour l'isolation prendront du temps, et les travaux ne pourraient commencer que dans deux ans environ.

- M. Gérard DEMIERRE demande si, au vu du photomontage, cette installation solaire pourrait être sujette au vandalisme.
- M. Jean-Claude SHEPPARD relève qu'il n'y a pas de chemin d'accès au bas de cette terrasse, et la parcelle en-dessous est déjà construite. La commune de Leysin ne veut d'ailleurs pas densifier ces parcelles.
- Il précise encore, pour M. Philippe CORDONIER, que l'estimation faite concernait l'eau chaude solaire ainsi que le chauffage, et non seulement l'eau chaude
- M. Philippe Cordonier confirme que le total de chf. 90'000.—qu'il a mentionné précédemment pour une installation solaire comparable comprend le chauffage et l'eau chaude.

Il rajoute que les panneaux solaires pourraient être également posés sur les toits, de manière à éviter les actes de vandalisme. L'orientation Ouest ne péjorerait que de quelques pour-cent le rendement.

- M. Jean-Claude SHEPPARD relève que l'inclinaison des toits est très faible et ne permettrait pas la pose de panneaux solaires. Il souligne que les études n'ont pas été faites de manière insensée, mais de façon réfléchie. Ces derniers hivers il y avait 60 cm. de neige sur ces toits.
- M. Bernard CHEVALLEY confirme que l'enneigement ne permettrait pas la pose de panneaux sur les toits.

Personne ne demandant la parole, la discussion est close et M. le Président passe au vote.

A mains levées, **le préavis municipal N° 4/2010 est accepté à une large majorité.**
(7 voix contraires et 13 abstentions).

9. REGLEMENT CONCERNANT L'ADMISSION A LA BOURGEOISIE DE LA COMMUNE D'EPALINGES - ABROGATION.

Préavis municipal N° 5/2010

La parole est donnée à M. Bernard FAUCHERRE, en remplacement de Mme Chantal KUNZ présidente rapportrice de la commission. Il lit son rapport (au dossier).

Le Président le remercie, ainsi que toute la commission pour le travail accompli.

La discussion est ouverte.

La parole n'est pas demandée, la discussion est close et le Président passe au vote.

Au vote à mains levées, **le préavis N° 5/2010 est accepté à l'unanimité.**

10 REPONSE A L'INTERPELLATION DE MME SILVIA WICHLOUD CONCERNANT LA CREATION D'UNE PISTE CYCLABLE A CONTRESENS

AU CHEMIN DES PLANCHES, AINSI QUE D'UNE BANDE D'ARRET POUR CYCLISTES AU CARREFOUR DE L'UNION.

La discussion est ouverte.

- M. Bernard FAUCHERRE, habitant le quartier des Planches, estime qu'étant donné l'étroitesse du chemin et la mauvaise visibilité, une bande cyclable à contresens serait une aberration. Il n'y a pas de possibilité d'évitement et, de plus, il a été constaté que sur cette route le 30 à l'heure n'est pas très respecté.
L'hiver, à cause de la neige, le chemin est plus étroit de 50 cm. de chaque côté. Il trouve que la Municipalité a raison de ne pas prendre cette responsabilité.
- Mme Silvia WICHOUUD remercie la Municipalité pour la réponse à son interpellation. Avec satisfaction, elle prend note de la faisabilité d'une bande d'arrêt pour cyclistes au carrefour de l'Union.
En ce qui concerne la réponse à sa demande de créer une bande cyclable à contresens au chemin des Planches, elle ne peut se rallier à la position de la Municipalité et elle se réserve de revenir sur ce point ultérieurement.

Personne ne demandant la parole, M. le Président clôt la discussion.

11 RAPPORT PARTIEL DE LA COMMISSION CHARGÉE DE REFLECHIR A UNE MODIFICATION DU REGLEMENT DU CONSEIL.

La parole est donnée à M. Maurice MISCHLER, président-rapporteur de la commission ad hoc, qui lit son rapport (au dossier).

En conclusion, la commission unanime a renoncé à proposer la modification du nombre de conseillers. Dès lors, **celui-ci est maintenu à huitante**, sauf décision contraire du conseil dans le délai fixé par la loi.

La discussion est ouverte.

Personne ne demandant la parole, M. le Président clôt la discussion et remercie la commission pour son travail.

12. COMMUNICATIONS DE LA MUNICIPALITE

De M. Yvan TARDY

Journal communal : Dès l'édition du mois de mars 2010, le journal communal a été « relooké ». Les rubriques ont été maintenues et la présentation rajeunie.

Participation communale à l'indemnité pour coûts non couverts des transports publics – Exercice 2010 – lignes de trafic régional et assimilé des entreprises de transport concessionnaires :

Par son courrier du 2 février 2010, adressé à la Municipalité, le Service de la mobilité, Management des transports, de l'Etat de Vaud a informé l'autorité exécutive que lors d'une procédure de contrôle approfondi des coefficients de desserte appliqués selon le Règlement du 23 septembre 2002 sur la répartition entre communes des contributions

accordées aux transports publics (RRTPu), il a été constaté que, pour la commune d'Epalinges, le coefficient 0.6 était encore appliqué, alors que depuis la mise en service du Métro M2 la commune devrait être assujettie avec le coefficient 1.0, le métro étant assimilé à une ligne ferroviaire avec, au surplus, une desserte très importante.

Cette modification n'a malheureusement pas été relevée lors des contrôles habituels.

Un nouveau tableau de répartition a été établi : il en ressort que le montant qui sera facturé à la commune d'Epalinges en 2010 est de l'ordre de **Chf. 770'000.-** et non **Chf. 470'000.-** tel qu'annoncé en juillet 2009, soit une différence de **Chf. 300'000.-** non prévue au budget 2010.

De M. Daniel CHRISEN

Service communal des travaux – Achat d'un nouveau véhicule, en remplacement d'un autre, accidenté.

Achat non prévu au budget 2010 d'un nouveau véhicule pour le Service communal des travaux, pour un montant de **Chf. 14'500.--**. (soit chf. 7'500.-- non budgété et chf. 7'000.-- remboursé par l'assurance). Il s'agit d'un véhicule de direction, de marque Citroën, affichant seulement 500 km. au compteur, et dont la valeur à neuf est de Chf. 17'500.--, en lieu et place du VW Caddy 1.9TDI accidenté (les réparations étaient devisées à chf. 8'000.--.)

De M. René VUILLEUMIER

Interface Bus/m2 des Croisettes :

- projet d'élargissement de la chaussée empiétant sur la propriété Faucherre (présélection pour rejoindre la voie montante de la route de Berne, depuis la route de la Croix-Blanche), afin de permettre aux bus TL, notamment ceux à deux étages, de circuler sans risque de collisions avec d'autres usagers de la route, en raison de leur important porte-à-faux.

Les travaux commenceront dès les premiers beaux jours.

- projet d'agrandissement de l'espace existant pour le stationnement des deux-roues.

13. PROPOSITIONS INDIVIDUELLES

- M. Ernest CORBAZ :

« Dans les années septante, notre commune a acheté des vignes en Lavaux sur le territoire de la commune d'Epesses. Depuis ce temps, ces vignes nous ont aguiché les papilles.

L'achat des vignes et la mise en valeur de ces biens et tout ce qui en découle, soit : l'entretien des murs, l'arrachage et la plantation de nouveaux ceps, les traitements, la vendange, la vinification, la mise en bouteilles, enfin tous les travaux nécessaires à cette production sont payés par notre Commune et par conséquent par les impôts que paient nos concitoyens.

En me basant sur ce fait, et sachant que le prix de revient d'une bouteille varie entre 8 et 10 francs, il me semble plus logique, lors de l'achat de vin par les habitants d'Epalinges, qu'il soit vendu au prix coûtant, étant donné qu'ils l'ont déjà payé par leurs impôts, comme cela se fait dans d'autres communes.

Je dépose donc **la motion suivante** :

Le vin issu des vignes de la Commune d'Epalinges doit être vendu au prix coûtant pour les personnes qui habitent sur le territoire communal. Ce prix variera en fonction des coûts engendrés.

La Municipalité limitera la quantité que les habitants pourront acheter selon les stocks disponibles, comme elle le fait déjà à l'heure actuelle.

Pour les personnes extérieures à la Commune, le prix de vente actuel restera en vigueur, mais sera aussi adapté aux coûts d'exploitation et du marché.

La discussion est ouverte.

- M. Yvan TARDY estime que, pour éviter les frais engendrés par un dépôt de motion, M. Ernest CORBAZ pourrait la transformer en vœu ou en interpellation. Le prix de la bouteille avait été fixé en tenant compte de la valeur du produit. Les vins d'Epesses de même qualité – Terravin - se vendent dans le commerce entre chf. 13.- et chf. 15.--. M. Yvan TARDY recommande aux conseillères et conseillers de ne pas entrer en matière sur cette motion. Il estime que le prix de chf. 11.50 est déjà inférieur au prix du commerce, et il n'est pas prévu de vendre ce vin à d'autres personnes que les habitants de la commune.

Personne ne demandant la parole, la discussion est close, et M. le Président passe au vote pour la prise en considération de cette motion.

Au vote à mains levées, **la prise en considération est refusée à une large majorité.** (4 voix pour et quelques abstentions).

- M. Ali YAHIAOUI intervient au sujet de la communication de la Municipalité informant les citoyens d'Epalinges de la suppression des ramassages des déchets encombrants dès le 1^{er} janvier 2010. « Comme il est mentionné dans cette information, chaque citoyen peut se rendre à la déchetterie du Giziaux pour y éliminer ses objets, en les triant selon leur catégorie ou faire appel aux employés de la déchetterie qui organisent un service d'enlèvement à domicile, contre paiement et sur rendez-vous. Pour rappel, notre commune verse à la déchetterie chf. 722'930.-- par an, correspondant à une indemnité calculée sur la base d'un montant de chf. 87.10 TTC par habitant. Jusqu'en 2009, il existait un poste du budget faisant état de chf. 24'000.-- consacré aux taxes d'élimination des déchets encombrants, poste qui a disparu du budget 2010.

Au nom du groupe socialiste, je souhaite déposer **un postulat** invitant la Municipalité à étudier les possibilités de proposer des mesures destinées à suppléer l'absence des ramassages des déchets encombrants, à savoir :

1. **Etudier la possibilité d'organiser un service de ramassage des déchets encombrants, sur demande auprès des services communaux, sans frais, pour les personnes âgées ou handicapées ayant de faibles revenus.**
2. **Etudier les possibilités de permettre la dépose, les jours de ramassage des déchets ménagers, en général deux fois par semaine, de tous les déchets de grand format non recyclables et incinérables. Ces déchets devraient être**

déposés avec soin à côté de conteneurs ou des sacs à ordures ou, si la taille le permet, directement dans le conteneur destiné aux ordures ménagères. Cette mesure pourrait être assortie d'un abécédaire du tri pour éviter toute confusion.

La discussion est ouverte.

La parole n'est pas demandée, la discussion est close. M. le Président passe au vote pour la prise en considération de ce postulat.

Au vote à mains levées, **la prise en considération de ce postulat est acceptée**, par 35 voix pour, 21 voix contre et 10 abstentions).

- M. Roger GIRARDET souhaite que la Municipalité réagisse auprès des TL au sujet de l'élargissement prévu au droit de la propriété Faucherre.
En effet, lors de la commission pour la construction de ce giratoire, M. Roger GIRARDET avait posé la question de savoir si celui-ci correspondait bien à ce que les TL souhaitaient. Il lui a été répondu que les TL employaient des ingénieurs. Il estime que les TL doivent assumer leurs erreurs et participer aux frais de ces travaux.
- Mme Brigitte CROTTAZ soulève quelques points :
  - 1) Plusieurs routes d'Epalinges ne disposant pas de trottoir n'ont pas de marquage au sol pour les piétons sous forme d'une ligne jaune, notamment aux chemins de Bornalet, des Osches et de la Vuillettaz.
  - 2) Même avec un marquage par ligne jaune, la sécurité des piétons n'est pas optimale du fait de l'étroitesse de certaines routes. Dans ce sens, des poteaux ont été mis en place le long de la ligne jaune du chemin de la Girarde depuis l'année passée.
  - 3) Seule la route du Village et une partie de la route de la Croix-Blanche sont marquées de pistes cyclables et la différence y est nette quant à l'égard des voitures pour les cyclistes. Malheureusement, ces pistes cyclables fantômes disparaissent dès que la route est étroite, là où elle serait encore plus utile... Avec l'arrivée du métro, le nombre de cyclistes à Epalinges a nettement augmenté et prévoir des pistes pour eux serait utile avant de constater des accidents. La création de pistes cyclables continues, directes et sécurisées sur tout le réseau de routes primaires et secondaires n'est pas utopique, et de grandes villes comme Bâle, Lucerne, St-Gall, Zürich, Winterthur et Genève sont en train de les réaliser.

« Au nom du groupe socialiste, je souhaite déposer **un postulat** invitant la Municipalité d'une part à étudier les possibilités d'aménagements routiers destinés à augmenter la sécurité des usagers et, d'autre part, à étudier les possibilités d'aménager des couverts sur les parcs à vélos qui en sont dépourvus, à savoir :

1. **Etudier les possibilités de faire bénéficier toutes les routes communales, au minimum d'un marquage par ligne jaune pour les piétons, lorsqu'un trottoir ne peut être construit.**

2. **Etudier les possibilités de munir les routes communales ne bénéficiant que d'un marquage au sol de poteaux destinés à ralentir la circulation et à protéger les piétons, comme cela a été fait au chemin de la Girarde.**
3. **Etudier la possibilité pour que des pistes cyclables soient créées sur toutes les routes communales, voire sur les trottoirs lorsque le marquage sur la route n'est pas possible.**
4. **Etudier les possibilités de couvrir tous les parcs à vélos aménagés par la commune.**

La discussion est ouverte sur la prise en considération de ce postulat. :

- M. Roland PERRIN se dit surpris que l'on traite toujours le problème des cyclistes alors qu'il s'agirait de traiter d'abord du problème des piétons de façon à ce que leur sécurité soit assurée.
- M. Daniel CHRISTEN rappelle que depuis quelques années, tous les deux ans ou même chaque année, de nouveaux trottoirs sont posés. Il existe d'ailleurs un plan directeur pour établir de nouveaux tronçons de trottoirs supplémentaires, en fonction de l'état des finances de la commune.
Quant au marquage des lignes jaunes, il relève que ce travail a été fait à de nombreux endroits, en fonction des risques. Il rappelle qu'il suffit de regarder les budgets comportant les travaux relatifs à la sécurité. Ceux-ci ont d'ailleurs toujours été acceptés par les conseillères et conseillers.
En conséquence, il recommande de ne pas entrer en matière au sujet de ce postulat, sachant que le souci de la sécurité est toujours présent au sein de la Municipalité.

Personne ne demandant la parole, la discussion est close. M. le Président passe au vote pour la prise en considération du postulat de Mme Brigitte CROTTAZ.

Au vote à mains levées, **la prise en considération de ce postulat est refusée**, par 39 voix contre, 19 voix pour et 11 abstentions.

- M. Jean-Pierre MICHAUD émet un **vœu** :
Il prie la Municipalité d'approcher l'Administration postale pour leur demander l'installation d'une boîte aux lettres au terminal du métro M 2, ce qui serait très utile pour ce lieu de haute convergence.
- M. Marc VERAGUTH mentionne que cette demande a déjà été faite, et que cette boîte aux lettres va être posée, cette proposition ayant été acceptée.
- M. Mazyar YOSEFI demande à M. René VUILLEUMIER où en est l'installation des ventilateurs sur le toit, selon la promesse faite par Biopôle en principe pour le 31 décembre 2009.
- M. René VUILLEUMIER précise que ce bâtiment n'appartient pas à Biopôle, mais à une société privée, et qu'il est en copropriété avec les TL. Ces trois ventilateurs sont la propriété des TL. La Municipalité précise qu'il s'agit d'une décision de copropriété et que les TL sont dans l'obligation de déplacer ces ventilateurs sur le toit. La Municipalité ne manque pas de leur rappeler d'exécuter cette décision.

- M. Alain MONOD suggère d'annoncer aux TL que la commune n'élargira la route que lorsque ces ventilateurs seront installés sur le toit.
- M. Jean QUEVIT s'est rendu à la remise des mérites sportifs et il a été déçu que lors de la remise des prix au groupe scolaire qui avait gagné, les participants n'aient pas reçu chacun une médaille au lieu du simple papier qui leur a été remis. C'est un **vœu** qu'il formule à la Municipalité pour le futur, afin que chaque gagnant reçoive sa médaille.
- M. Yvan TARDY répond qu'il ne peut pas entrer en matière au sujet de ce vœu, car s'agissant de compétitions en équipe, il n'est pas possible d'en remettre à chaque participant, ces médailles d'or coûtant chf. 5000.-- pièce.
- Mme Anne-Catherine DOYER pense qu'il existe certainement des médailles moins chères, qui auraient simplement une valeur symbolique, et que l'on pourrait remettre à chaque gagnant.
- Mme Valérie CROT signale que l'Association des Parents d'élèves lui a demandé de déposer, à l'entrée de la salle, un document concernant la conférence publique qui aura lieu le 3 mars 2010, au sujet de la nouvelle loi sur l'enseignement. Ces informations sont à la disposition des conseillères et conseillers.

La parole n'est plus demandée, le Président lève la séance à 22 h.35, remercie l'assemblée pour cette séance riche et animée et lui rappelle que la prochaine séance aura lieu le 20 avril 2010, dans ces même locaux.

Epalinges, le 16 mars 2010

Le Président :

La Secrétaire:

Erich DÜRST

Susanne DUMONT